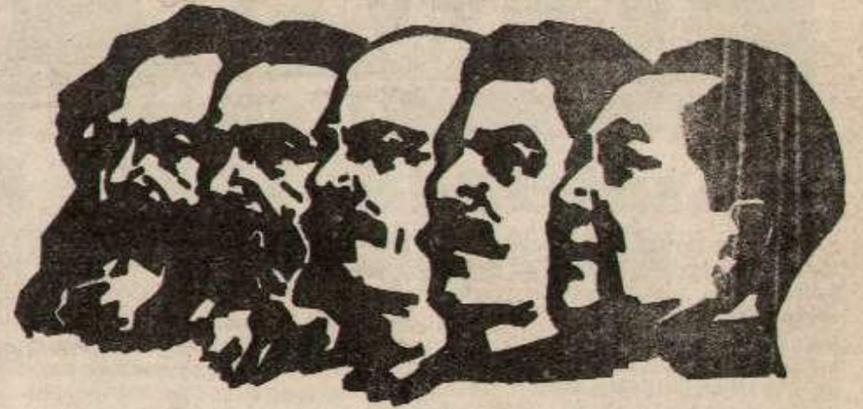


Front rouge

organe central du
Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

7 Juillet 75 - suppl. N° 163 BP 161 75864 PARIS Cédex 18 CCP FRONT ROUGE 31. 191. 14 LA SOURCE 1F.

JUILLET 1975 : PLUS DE CENT USINES OCCUPEES !

« Plus de cent usines sont occupées et 5 séquestrations sont intervenues dans la semaine », s'est plaint Chotard l'un des responsables du CNPF, le syndicat des patrons. Sans le vouloir, il inflige un démenti évident à Giscard qui affirmait presque le même jour que la « situation sociale » était bonne... et qu'elle le resterait y compris à la rentrée. L'optimisme de rigueur du chef de file de la bourgeoisie est pourtant contredit chaque jour par les luttes ouvrières qui se poursuivent pendant ce mois de juillet : les efforts faits par la radio et les journaux pour noyer les conflits sociaux dans les informations sur les vacances, ne réussissent pas à détourner les travailleurs en lutte de leur combat, ne réussissent pas à atténuer la solidarité qui les entoure. C'est un fait nouveau et important : en plein mois de juillet plus de 100 000 travailleurs au moins continuent à occuper leurs usines.

C'est un signe évident de la combativité qui se développe dans la classe ouvrière. Pour en arriver là les travailleurs en lutte ont dû surmonter le chantage à la crise, perpétuellement ressassé par les « experts » économiques et les propagandistes du pouvoir, chantage développé pour persuader les travailleurs qu'en persistant dans leurs revendications, ils mettaient en danger l'équilibre économique du pays.

Ils ont dû surmonter la répression, maintenant systématique, contre les ouvriers grévistes : CRS contre usines occupées, délégués syndicaux et ouvriers combattifs traduits en justice, milices patronales matraques au poing, chiens en laisse chargés d'assurer la « liberté du travail ».

Ils ont dû surmonter les conséquences des campagnes réactionnaires orchestrées par le gouvernement, qui amalgament les travailleurs en lutte aux auteurs de l'attentat contre Cabanes (l'homonyme du rédacteur-en-chef du Parisien Libéré), aux auteurs vrais ou présumés de « l'affaire Carlos ».

Le pouvoir tente de forger une opinion anti-ouvrière, anti-communiste afin de « justifier » ses actions contre les grévistes, et contre les révolutionnaires.

Mais avec le développement de l'offensive ouvrière et son mûrissement en un mouvement d'ensemble pour les mois à venir, les travailleurs apprennent aussi à surmonter un autre obstacle tout aussi réel même s'il est plus sournois : il s'agit des difficultés que les révisionnistes du P(C)F et réformistes du PS n'ont pas manqué de dresser contre les luttes ces derniers mois.

Au moment où le chantage à la crise bat-tait son plein et conduisait les travailleurs à s'interroger massivement sur la possibilité de faire payer cette crise à leurs exploit-teurs, le P(C)F lançait des campagnes inopérantes sur les trusts pétroliers ou phar-maceutiques ; tandis que de leurs côtés, les experts économiques du PS s'affirmaient plus qualifiés que ceux de Giscard pour faire supporter l'austérité aux travailleurs.

Au moment où se développaient les premières luttes contre le chômage, les licenciements et les fermetures d'usine, les partis de gauche tenaient cent meetings, vite oubliés, soi-disant contre le chômage mais où avant tout... ils étalaient leurs rivalités de partis bourgeois.

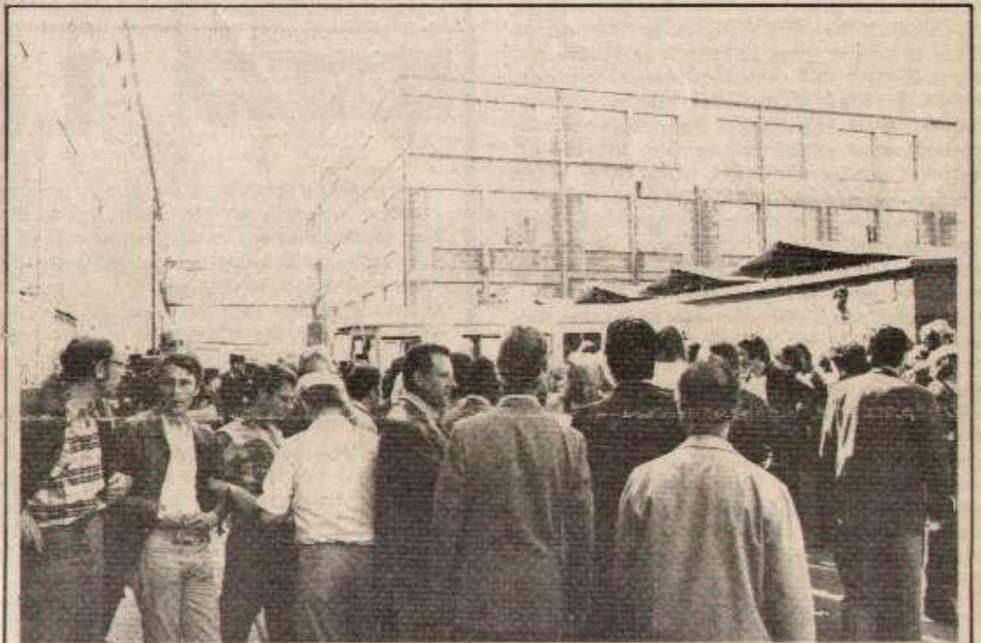
Au moment où se construit l'offensive ouvrière, qui conduit de plus en plus les travailleurs à poser le problème d'un mouvement d'ensemble, toute la tactique des délégués révisionnistes ou réformistes a consisté jusqu'à aujourd'hui à maintenir ces luttes dans l'isolement. Derrière les déclarations d'intention anti-giscard, la « gauche » et particulièrement le P(C)F, craignent pas dessus tout que se développe un mouvement d'ensemble qu'ils ne puissent contrôler, un mouvement qui prenne clairement pour cible la bourgeoisie et rejette du même coup la perspective politique du programme commun, véritable replâtrage bourgeois du capitalisme en crise.

Au moment où les travailleurs poussent leurs affrontements avec leurs patrons à un stade tel que le gouvernement doit substituer aux moyens démagogiques et au chantage habités, la manière répressive la plus brutale, les révisionnistes se précipitent pour protéger les forces de l'ordre bourgeois, pour limiter la riposte ouvrière. C'est cette expérience que vivent aujourd'hui les ouvriers combattifs de Chausson qui doivent affronter non seulement les forces de police, « d'Ordre Nouveau » et des milices patronales, mais aussi celles du service d'ordre fédéral de la CGT qui organisent dans Gennevilliers la chasse aux ouvriers actifs et aux révolutionnaires qui les soutiennent.

C'est dans une telle situation politique qu'intervient la journée des usines en lutte convoquée par les syndicats le 10 juillet. Pour une telle mobilisation, deux voies s'ouvrent.

Celle qui défendront dans les syndicats, n'en doutons pas un instant, révisionnistes du P(C)F et réformistes : limiter la journée du 10 à une simple randonnée sous la Tour

suite p. 2



Le service d'ordre CGT, devant les CRS... « nous sommes responsables » ... de la garde de l'usine...

CHAUSSON

CHAUSSON : Alors que les CRS sont toujours dans l'usine de Gennevilliers, les négociations ont repris, sans consultation préalable des travailleurs et sur une plate-forme qui n'est pas la leur. Face à ces manœuvres des révisionnistes dans les syndicats, qui vont même jusqu'à participer activement au climat de répression policière qui règne à Gennevilliers, notre Parti appelle à renforcer la vigilance et à développer largement les comités de soutien et faire de la journée du 10 juillet une journée de mobilisation autour de Chausson. (voir p. 3)

PONIATOWSKI ET LES LIBERTES

LIMITER la liberté de ceux qui n'en sont pas dignes » déclare Poniatowski au « Journal du Dimanche ». Une campagne anti-ouvrière de grande ampleur est actuellement construite à partir des « affaires » Cabanes, Carlos... : son but, préparer l'opinion à une répression de grande ampleur contre les ouvriers combattifs et les vrais révolutionnaires. (voir p. 2)

ARGENTINE

EN Argentine les grèves et manifestations ouvrières se généralisent. Des affrontements avec la police se multiplient. Un an après la mort de Peron, les illusions se dissipent sur le « péronisme » et le régime qui s'est instauré à son ombre révèle son caractère fasciste. (voir p. 4)

EDITORIAL

suite de la p. 1

Eiffel de délégués venus de différents usines en lutte, tenir un stand sur le Champ de Mars, se séparer le soir sans avoir rien abordé et discuté les problèmes qui se posent au mouvement, sans avoir en rien contribué à faire avancer la lutte. Un fort de force des ouvriers en face à la bourgeoisie ; en vidant de son contenu ce que pourrait être un tel rassemblement des usines en lutte, en caricaturant l'idée même d'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, les révisionnistes continuent leur rôle de saboteur des intérêts de la classe ouvrière.

L'autre voie, c'est celle à laquelle aspirent tous les travailleurs en lutte, c'est de faire de cette journée une réelle démonstration de force, une réelle étape dans la mobilisation, une jonction effective des différents secteurs en lutte dans la classe ouvrière, une journée où les problèmes rencontrés seraient mesurés et largement débattus. La condition pour cela, c'est d'abord que les délégations des usines qui montent à Paris soient numériquement importantes et ne se limitent pas à deux ou trois délégués ; c'est ensuite que le point de rencontre de ces délégations se fassent en un endroit où déjà les travailleurs sont mobilisés, où déjà la population soit à leurs côtés. En ce sens, faire converger les délégations devant l'usine Chausson nous semble une initiative à débattre par les travailleurs. Pourquoi Chausson Genevilliers ? Parce que c'est l'une des principales usines en lutte dans la région parisienne, et c'est même la lutte la plus importante qui s'y soit déroulée depuis plusieurs années. Parce que c'est à Chausson que les contradictions avec la politique bourgeoise et son complément révisionniste ont atteint un degré d'aiguïté tel que les recours les plus extrêmes ont été utilisés, rendant les problèmes à résoudre plus urgents et plus transparents encore. Parce que à Genevilliers la population a manifesté sa solidarité effective avec les grévistes de Chausson, n'hésitant pas à affronter aux côtés des travailleurs de l'usine les forces de répression.

Pour toutes ces raisons, un rassemblement des usines en lutte devant Chausson contribuera à l'édification aujourd'hui d'un rapport de force favorable face à la bourgeoisie, jettera les bases pour un mouvement plus large à la rentrée. C'est dans cette voie que nous appelons les travailleurs à s'engager, pour le 10 juillet, et pour laquelle militeront les cellules d'entreprise de notre Parti.

Marc ANDRÉ

Le prochain numéro de Front Rouge aura seize pages et couvrira la période des congés. Il paraîtra le mardi 15 juillet.

Passer nos commandes à la Boîte Postale.

Pour que paraisse en septembre 75 UN QUOTIDIEN COMMUNISTE

EN AVANT VERS LES 50 MILLIONS !

Souscrivez, abonnez-vous

- 1 an 250 F.
- 6 mois 150 F.
- 3 mois 80 F.
- 1 mois 30 F.

Nom
Profession
Adresse

Envoyer à FR. BP 16175864 Paris Cedex 18

PONIATOWSKI : « Limiter la liberté de ceux qui n'en sont pas dignes »

LE JOURNAL DU DIMANCHE

Bombes, rackets, agressions « gratuites » ou non, hordes sauvages, vieillards torturés OÙ S'ARRÊTERA LA VIOLENCE

Elle est maintenant installée parmi nous. Policiers, sociologues, psychiatres s'alarment mais la solution n'est pas simple.

« Moi, ce qui me fait plaisir, c'est quand je vois le sang jaillir... »



De Cabanes en Carlos, en passant par le juge Renaud, tous les feux de l'information bourgeoise sont concentrés sur la violence. Pas par hasard. Avec la bombe déposée chez Cabanes, ce sont les grévistes du « Parisien Libéré » qui étaient en cause, sur l'air chanté par Poniatowski : « la violence appelle la violence ». A leurs côtés, les travailleurs des autres usines en grève, de plus en plus souvent confrontés aux CRS, et particulièrement ceux de Chausson. Justifier la répression des travailleurs, préparer à des mesures encore plus graves en prévision de leur riposte, tel était le but. Aujourd'hui, avec l'affaire Carlos, le thème se déplace quelque peu : à travers cette histoire rocambolesque de « réseau terroriste international », ce sont les révolutionnaires qui sont visés ; et d'une, parce qu'ils seraient une bande d'assassins ; et de deux, parce que, comme au beau temps d'Hitler, les communistes « ne sont pas Français ». Dans l'ensemble, c'est un régime à matraque libérale qu'il s'agit de mettre en place en prévision de l'aiguïté inévitable des conflits de classes.

Dans ce concert général, le « Journal du Dimanche » place cette semaine sa note avec brio. La dernière page (une bonne place) est consacrée toute entière à la question. En travers de la page, en grand titre, s'échale : « Où s'arrêtera la violence ? ». Photo (énorme), de manifestation avec flics et manifestants casqués. Et au beau milieu, sous-titre « moi, ce qui me fait plaisir, c'est quand je vois le sang jaillir ». Rephoté : des manifestants casqués malmenant un CRS à

terre — une fois n'est pas coutume —. Qu'importe que le reste soit une bouillie « sociologique » sur les problèmes de la délinquance, de l'urbanisme moderne, assaisonné au vieux cliché de « la nature humaine qui veut ça ». L'essentiel, c'est ce qu'on voit au premier coup d'œil : et d'une, la violence (« bombes, rackets, agressions « gratuites » ou non, hordes sauvages, vieillards torturés » comme sous-titre le journal), c'est la violence révolutionnaire. Et la violence révolutionnaire, ce n'est pas celle des masses, mais celle de petits groupes.

A cette entreprise, le chef d'orchestre lui-même a daigné prêter la main. Poniatowski, interviewé en bas de page, déclare : « Limitons la liberté de ceux qui n'en sont pas dignes ». Il

s'agit, explique-t-il, de « tous ceux qui conduisent à des désordres, mettent en danger l'existence ou la sécurité des autres, dangers publics qu'il faut neutraliser », soit 2 % de la population. C'est paraît-il, nécessaire pour « sauver la liberté ».

Travailleurs de Chausson, des Câbles de Lyon, du Parisien Libéré, vous aurez certainement compris : vous qui « conduisez à des désordres », vous serez « neutralisés ». Et vous aussi, ouvriers de toutes les usines de France qui vous préparez à une rentrée de luttes. Tous ensemble, nous nous préparerons donc à défendre notre liberté, à nous travailler, contre celle du prince de la répression. Et ça fera un sacré nombre de deux pour cent.

presse

Le « Figaro » vendu

Un patron d'un trust textile et d'un groupe de presse vend un de ses titres qui lui rapporte peu pour restructurer ses usines textiles et faire face à la concurrence, un patron d'un autre groupe de presse qui a mis l'essentiel de ses capitaux dans la presse achète ce titre. Quoi de plus banal dans le monde des affaires, de la saine gestion capitaliste ! C'est ce qui vient de se passer entre Prouvost et Hersant, le premier a vendu 40 % de ses actions du « Figaro » au second, qui pourra acheter le reste à la mort de Prouvost qui a 90 ans. Cette transaction, comme il s'en fait tous les jours entre capitalistes a pourtant provoqué la colère des journalistes du « Figaro » et l'indignation d'âmes vertueuses, dont « L'Humanité » qui s'offusque que l'on vende un journal comme une paire de chaussettes.

Pour s'opposer à Hersant, les Journalistes du Figaro, spécialistes de l'anti-communisme et réactionnaires patentés, ont même observé une journée de grève. Que reprochent-ils à leur nouveau propriétaire ? D'après leurs termes mêmes : de ne pas présenter « les garanties morales et financières les plus sûres », car pour eux, bien sûr on ne peut dissocier moralité et finance.

La moralité de M. Robert Hersant, il est difficile d'en parler, car ce monsieur a été amnistié et n'admet pas qu'on dise pourquoi, disons simplement qu'il a commencé sa carrière de journaliste en 1940 à Paris et que ça n'avait rien à voir avec la Résistance. Mais Prouvost vaut-il beaucoup mieux sous cet aspect, n'était-il pas un des fidèles partisans de Pétain ? Ce n'est donc pas ce qui gêne le plus les journalistes. Bien qu'ayant l'échine souple, les rédacteurs du « Figaro » tiennent à un statut qui leur assure une apparence d'indépendance par rapport au gouvernement en place. Ils avaient déjà fait grève en 69 pour obtenir « l'indépendance » de l'équipe rédactionnelle, par rapport aux détenteurs de capital, et obtenu des « garanties », qu'on en juge : d'Ormesson le rédacteur en chef est le gendre de Béghin, copropriétaire du « Figaro », lui-même beau-frère de Prouvost à qui il vient de céder ses actions.

Les journalistes du « Figaro » pensent que pour la réputation de leur journal, il serait fâcheux qu'il apparaisse comme dépendant directement de l'Élysée. Or, non seulement Hersant est député réformateur, de l'Oise membre de la majorité présidentielle, mais surtout on se demande qui est derrière lui, qui a prêté les 5 milliards de la transaction. Car Hersant a dû emprunter, comme il avait déjà dû dernièrement emprunter pour acquérir Nord-Eclair.

En ce sens, Hersant ne présente pas les « garanties financières » que réclament les journalistes du « Figaro » qui redoutent pour leur image de marque d'apparaître comme les valets de l'équipe au pouvoir. C'est pourquoi ils avaient déjà refusé de passer sous la coupe de J.J.S.S.,



Des manifestantes transformées en supporters du régime... c'est ça la journalisme selon M. Hersant.

mais s'étaient montrés favorables à la candidature de Nora, ancien conseiller de Chaban Delmas, qui n'est ni député, ni proche de l'équipe gouvernementale. Leur action vise donc à trouver un compromis qui entretienne la fiction de leur indépendance, et à se garantir contre une éventuelle remise en cause de leurs avantages : ce sont les mieux payés parmi les journalistes.

La tentative de l'équipe au pouvoir pour s'assurer le contrôle, par Hersant interposé, du « Figaro » s'inscrit dans un processus d'ensemble pour tenir plus rapidement en main l'ensemble des moyens de propagande. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter le démantèlement de

l'ORTF, le congédiement de Siégel d'Europe 1, la tentative de nommer Huré à la tête de l'Agence France-Presse, la nomination de Chavanon comme administrateur à RTL.

Cette bataille autour des moyens de propagande montre l'importance que la bourgeoisie accorde à leur contrôle, car ils sont un des piliers de sa dictature sur la classe ouvrière. Seule la mobilisation permanente de la classe ouvrière peut lui permettre de se constituer un système de presse autonome, au service de ses luttes. C'est ce combat que nous mènerons avec le quotidien communiste.

Serge LIVET

ARMEE

LA METHODE BIGEARD

Malgré les tentatives de l'armée pour faire silence sur la répression menée dans ses rangs contre les appelés qui dénoncent le rôle de l'armée bourgeoise, nous avons reçu ces deux correspondances, témoignages des luttes qui s'y engagent.

Le mercredi 25 juin, le VI^e Régiment du Génie d'Angers avait pour mission de charger 1 000 tonnes de munitions et de matériel, de la Rochelle en destination de Djibouti. Le soldat Claude Becam est intervenu au rapport le matin, devant 70 soldats, pour dire « qu'il refusait de charger des armes destinées à réprimer des peuples. »

Il a été mis aux arrêts immédiatement, condamné à soixante jours d'arrêts de rigueur ; une « commission d'enquête » doit se réunir pour décider s'il passe en Tribunal Militaire.

- Non à l'intervention à Djibouti contre les peuples des Afars et des Issas.
- Non à la répression des appelés par l'armée bourgeoise.

Judi 26 juin, la Sécurité Militaire, ayant bouclé la caserne du X^e Régiment du Génie, stationné à Speyer, en République Fédérale Allemande, a arrêté dix-huit appelés du contingent. Cette arrestation fait suite à la perution d'un journal clandestin « Pirate Rouge », et au refus de 150 appelés de participer au cross régimentaire imposé à tous le 18 juin. Certaines arrestations ayant eu lieu sur le terrain de manœuvres, la Sécurité Militaire n'a pas hésité à utiliser les hélicoptères « Puma. »

Après une journée d'interrogatoires, 12 ont regagné la caserne, alors que 6 autres étaient maintenus au secret ; deux d'entre eux sont mutés... Ils étaient libérables fin juillet.

Sont maintenus au secret : Slyper, Touly, Lust, Depindis, Demelevmerster, de la Celle.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Envoyer à FR. BP 161 75864 Paris Cedex 18

Nom
Adresse
Profession

**les
« grognards »
de l'empire (2)**

« Les conjectures selon lesquelles certains pays tirent profit unilatéralement du récent réajustement des prix » imposé par l'URSS en janvier dernier dans le cadre du COMECON, « sont dénuées de tout fondement » a déclaré l'agence soviétique TASS le 29 avril.

C'était là, en quelque sorte, une « réponse » à l'hebdomadaire hongrois *Observateur* qui dans son numéro du 5 mars se plaignait amèrement de l'augmentation des prix du pétrole et d'autres matières premières soviétiques, qui « crée de nouveaux problèmes et difficultés » à la Hongrie.

Déjà, le 5 décembre 1974, un mois à peine avant le « réajustement » des prix soviétiques, la séance élargie du comité central du Parti « Socialiste Ouvrier » Hongrois, définissait comme un phénomène « négatif » le fait que « la croissance des importations de matières premières dépasse les progrès de la production » ce qui constituait « une source de pertes notables pour l'économie nationale ».

Du fait du « réajustement » des prix, l'URSS vendra cette année à la Hongrie pour 370 millions de roubles, tandis que la Hongrie ne vendra à l'URSS que pour moins de 75 millions. Alors que jusqu'à présent la balance commerciale soviéto-hongroise était favorable à cette dernière, elle accusera cette année un déficit en faveur de l'URSS de près de 300 millions de roubles.

Les révisionnistes hongrois n'ont pas fini d'être confrontés à de « nouveaux problèmes et difficultés ».

**PORTUGAL :
La crise approche**

Ces derniers jours, les contradictions du régime portugais se sont gravement aiguës.

D'une part, quatre vingt neuf policiers fascistes de la PIDE se sont évadés de la prison d'Alcoentre : l'enquête montre qu'ils ont fortement bénéficié de complicités importantes parmi les gardiens.

D'autre part, confronté en deux endroits à la lutte des travailleurs, le pouvoir, qui avait tenté de recourir à la répression, a dû faire marche arrière. A Radio Renaissance, ancienne station de l'évêché fasciste, occupée par les travailleurs, le gouvernement avait décidé de rendre la radio à ses propriétaires : il a dû revenir sur sa décision en décidant de nationaliser toutes les radios. Aux téléphones, où les standardistes et les techniciens en lutte pour leurs revendications occupaient les locaux, le ministre révisionniste des postes, Veiga de Oliveira, faisait intervenir la force armée (COPCON) ; plus grave encore, il tentait de faire arrêter chez eux des dirigeants de la lutte : quelques heures plus tard, les soldats avaient évacué les centraux et il n'y avait plus un seul travailleur détenu. Ainsi, de deux façons différentes, s'est manifestée la faiblesse, la division des organes du pouvoir en place.

Dans cette situation, les différents organes du pouvoir se préoccupent fort du « renforcement de l'autorité », de l'unification de l'appareil d'Etat. Tour à tour, l'assemblée de la marine, le P(C)P, l'armée de terre, le président de la république Costa Gomes ont abordé cette question. L'accord se fait facilement là-dessus. Il se fait aussi sur la tentative pour faire porter sur les masses le poids de la grave crise économique : tandis que Costa Gomes appelle à « moins parler et travailler davantage » à « produire plus et mieux », Cunhal, du P(C)P, s'en prend aux « grèves intempestives », au « chaos », et à « l'anarchie ».

Cependant les hésitations qu'on a pu voir, trahissent de graves contradictions, qui opposent non seulement les partis entre eux, mais aussi les diffé-

rentes tendances au sein des forces armées : pour la première fois Costa Gomes a dû reconnaître qu'il y a des divergences entre officiers. Au moment où les divergences aboutissent à l'impuissance, elles s'aiguisent encore ; chacun cherche en effet à s'assurer les meilleures positions possibles à la veille d'une crise qui va forcément éclater. Pour prendre deux exemples, le P(C)P se prépare ouvertement à l'éventualité d'un gouvernement « sans partis », où il compte être présent par l'intermédiaire du courant qui lui est favorable chez les militaires. D'un autre côté, le CDS, parti fasciste, appelle à la formation d'une alliance de droite allant jusqu'au parti socialiste.

La crise ouverte est l'expression du caractère de classe, bourgeois, du pouvoir en place, de son incapacité à résoudre les problèmes des masses, à faire face à leur mouvement. De ce point de vue, les deux manifestations ouvrières de vendredi sont très importantes. L'une rassemblait les travailleurs des postes, du chantier de réparation aéronautique et du métro, en lutte pour leurs revendications. L'autre, qui a mobilisé plus de trente mille travailleurs, exigeait la fermeté contre le fascisme et l'indépendance vis-à-vis des deux super puissances. De plus en plus s'affirme la volonté politique indépendante des masses.

Jean LERMET

CUNHAL et SOARES à Antenne 2

un pétard mouillé

Mercredi soir, à Antenne 2, grand événement journalistique : les deux leaders du parti « communiste » et du parti socialiste, Cunhal et Soares, étaient face à face.

Coup manqué : l'événement attendu n'a pas eu lieu. S'adressant en français à un public français, Cunhal et Soares n'ont voulu, ni l'un, ni l'autre, gêner leurs compères, Marchais et Mitterrand ; ils n'ont pas affiché leur antagonisme, pour ménager « l'Union de la gauche » en France.

Démocratie, socialisme, lutte contre les monopoles, alliance du peuple et du Mouvement des Forces Armées (MFA) : apparemment les deux adversaires semblaient d'accord sur l'essentiel. Du reste c'est la plate-forme sur laquelle les officiers du MFA se sont mis d'accord, et avec eux les partis du gouvernement de coalition (y compris le PS et le P(C)P). Mais derrière ces formules générales, que de contradictions sur la voie à suivre, sur les mesures bien concrètes à prendre. La lutte des deux super-puissances pour le contrôle du pays, la crise économique, la liqui-

dation radicale des forces fascistes, la lutte des masses pour leurs conditions de vie et de travail, autant de questions brûlantes passées soigneusement sous silence de part et d'autre. De même que les féroces luttes entre les partis bourgeois, entre les tendances au sein des Forces Armées, où le PS et le P(C)P jouent pourtant un rôle de premier plan.

A peine si Soares parlant de la « situation géo-politique du Portugal » « entre l'Espagne et les Etats-Unis », s'est avéré partisan du maintien de son pays dans l'orbite américaine. A peine si Cunhal, proclamant « Nous ne voulons pas d'un peuple qui crie qu'il a faim, mais d'un peuple qui agit pour changer », a montré le bout de l'oreille de son programme : empêcher le peuple de « crier », le réduire au silence, alors qu'il n'a pas le pouvoir, pas la possibilité réelle d'agir pour changer.

Pour se faire une idée de la réalité du Portugal d'aujourd'hui, ce n'est décidément pas sur la comédie de mercredi soir qu'on pouvait compter.

en bref

ANGLETERRE :

Le gouvernement britannique vient de lancer un nouveau plan d'austérité, limitant à 10% l'augmentation des salaires pour l'année prochaine, alors que la hausse des prix est de 25% par an, qu'il y a 870 000 chômeurs ! Rien que pour mai, les prix ont grimpé de 4,2% !

Quelles que soient les « contradictions » à l'intérieur même du parti travailliste (dont une fraction, soucieuse de conserver son influence sur les masses fait semblant de refuser le plan), voilà ce que propose Wilson, membre de la même internationale « socialiste » que Mitterrand. Son « contrat social » c'est le blocage des salaires et le chômage.

UN COMBLE !

Le 10 juin dernier à Moscou, l'ambassadeur Havelka de Tchécoslovaquie a remis à Brejnev la médaille commémorative du 30^e anniversaire de la libération de la Tchécoslovaquie par l'Armée soviétique. Cette pitoyable mascarade est vraiment un comble, car si Brejnev mérite une médaille, c'est celle du 7^e anniversaire de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du social-impérialisme qu'il aurait fallu lui décerner.

L'INDE SOUS LA BOTTE

Indira Gandhi a déclaré le 2 juillet : « La démocratie en Inde a donné trop de licence au peuple ». Et pour supprimer cet intolérable climat de licence, le premier ministre a aboli toute démocratie ! Plus de 9 000 personnes emprisonnées, la presse censurée, des opposants assassinés dans le Gujarat, le Bihar, le Tamil, partis et organisations politiques mis hors-la-loi. Ce qui n'empêche pas Gandhi de soutenir que « même aujourd'hui, nous sommes plus démocratique que n'importe quel pays développé au monde ». // n'y a vraiment que des individus de l'espèce de Brejnev, dont on connaît par ailleurs les hautes conceptions démocratiques, pour soutenir cette fasciste en sari.

ARGENTINE : La classe ouvrière enterre le peronisme

Depuis le début du mois, les grands centres industriels de l'Argentine sont complètement paralysés : massivement, les travailleurs se sont mis en grève dans la plupart des usines sidérurgiques, textiles, automobiles et chimiques. Ils réclament d'importantes hausses de salaire, que le gouvernement d'Isabel Peron, la veuve de l'ancien chef de l'Etat, mort il y a juste un an, refuse d'accorder. Le 3 juillet, des milliers d'ouvriers marchaient sur le centre de la capitale, s'affrontaient avec la police. Le lendemain, la police isolait Buenos Aires de ses faubourgs, pour tenter d'empêcher de nouvelles manifestations ouvrières. Mais toutes les grandes villes sont parcourues de manifestations : Rosario, Villa Constitución...

DE LA DÉMAGOGIE A LA RÉPRESSION FASCISTE

Cette fois, le péronisme est bien mort. Face à l'augmentation des prix (plus de 60% par an), la spéculation, la pénurie de produits nécessaires comme le sucre, le sel, l'huile ou le savon, qui deviennent introuvables sauf à des prix exorbitants, les ouvriers ont exigé des augmentations importantes (+ de 100%) sans tenir compte du « pacte social » signé par les syndicats avec Peron en 73.

C'était précisément pour résoudre la crise économique, pour mater la lutte des masses contre l'impérialisme américain et ses représentants en Argentine, que les classes dirigeantes du pays avaient fait revenir Peron au pouvoir. Ils comptaient sur une certaine popularité de ce démagogue pour rétablir le calme, avec l'accord de tout le patronat argentin : l'UIA, représentant les sociétés étrangères et les propriétaires fonciers, la CGE représentant les PME, et l'appareil CGT. L'impérialisme US s'y résigne. Si au départ, il y a pu



Mendoza, avril 1972 : les travailleurs ont pris un blindé d'assaut.

avoir quelques illusions, les masses ont vite vu que le gouvernement était composé de la droite capitaliste, avec le président de la CGE, le responsable de la répression de la révolte de Cordoba en 69... Le glissement à droite a été plus rapide encore après la mort de Peron. Les groupes fascistes, liés à l'armée, comme l'Alliance Anticommuniste de l'Argentine, ont assassiné des centaines de syndicalistes, de paysans, de révolutionnaires en quelques mois, dans l'impunité la plus complète. La répression s'accroît en septembre 74, avec la multiplication des assassinats. La démagogie péroniste a fait long feu. Peron se présentait comme le défenseur des « Descamisados », des pauvres : le péronisme n'a pu résoudre leurs problèmes. Peron se disait, à bon compte, anti-yankee : aujourd'hui sa femme rencontre Pinochet pour un « échange de vues franc et cordial » ! Les masses ne sont pas dupes ! Elles passent à l'attaque. Il y a quelques mois, le journal fasciste *Mayoria* s'indignait : « A quoi ça sert de signer des

conventions ? A quoi sert la grande Réunion Paritaire de Négociation ? A quoi servent la CGT, la CGE (syndicat des patrons) et le Pacte Social ? »

L'appareil CGT est démasqué : toujours au côté du patron dans les conflits, corrompu jusqu'à la moelle. Les dirigeants possèdent des entreprises : Coria, secrétaire général du syndicat de la construction jusqu'à son exécution, avait plusieurs entreprises de construction, Triacca du syndicat du plastique, a un élevage de porcs et une compagnie de transports. Certains avaient obtenu des postes importants en échange de leurs « bons services ». Les responsables de la Métallurgie par exemple : Victorio Calabro était gouverneur de la province de Buenos Aires, Ricardo Otero, ministre du travail. Les stages « syndicaux » sont organisés aux Etats-Unis ! L'argent des cotisations sert à entretenir une armée de « matones », tuteurs au service de l'appareil. La fraude électorale est érigée en loi de fonctionnement : délégués désignés par la direction, expulsion des syndica-

listes combattifs, « désaffiliation » des syndicats s'opposant à la collaboration de classes...

L'OFFENSIVE OUVRIÈRE

Mais, surtout depuis 74, la lutte pour une organisation syndicale réelle des travailleurs contre le patronat prend de l'ampleur. En juin 74, les ouvriers d'Ikar Renault demandent 60% d'augmentation et se lancent dans une grève du zèle qui fait baisser la production à 40%. Le ministre du travail CGT déclare la grève illégale. Le lock-out est décrété après la suspension de 2 400 ouvriers. Malgré « l'expulsion » des délégués par l'appareil CGT, remplacés par des « délégués normalisateurs », la lutte continue pour la réintégration des délégués représentant réellement les ouvriers. En septembre, pour venir à bout de cette résistance, le gouvernement met hors-la-loi les dirigeants de la Smata (syndicat de l'automobile) et de l'Electricité. Ils continuent leur combat dans la clandestinité. Une autre lutte importante, celle des ouvriers de l'UOM (Métallos) des grandes entreprises Acindar, Metcon, Marathon, à Villa Constitución, qui l'an dernier, arrachaient des élections syndicales libres et la victoire de la ligne combative. Une féroce répression s'ensuivit : 150 syndicalistes arrêtés ; 20 000 ouvriers se sont mis en grève pour les soutenir. Aujourd'hui, l'appareil de la CGT est complètement débordé : visé le 30 juin par une grande manifestation ouvrière, il appelle à 48 h. de grève alors que la grève est déjà illimitée.

Les travailleurs argentins lancent une offensive de grande ampleur contre le régime fasciste d'Isabel Peron. Leur refus de respecter le « pacte social » sonne le glas du péronisme. La répression féroce qui s'abat sur le peuple ne fait qu'attiser sa révolte.

Monique CHERAN

ACHÈVEMENT VICTORIEUX DU TANZAM

Conçue pour ouvrir à la Tanzanie un accès à la mer sans passer par la Rhodésie raciste, la ligne de chemin de fer, reliant la Tanzanie à la Zambie, et baptisée « Uhuru » (Liberté) a été achevée le 27 juin : c'est là une éclatante manifestation de l'aide désintéressée de la Chine populaire aux pays du Tiers-Monde et un puissant soutien à leurs luttes pour l'indépendance, la souveraineté et le développement. Bravant les difficultés, ouvriers africains et chinois, au coude à coude, ont accompli en moins de 5 ans une tâche gigantesque : 1 859 km de voies ferrées, 2 000 ponts et viaducs, 19 tunnels, 147 gares. Pour aider au financement des travaux et de l'achat du matériel roulant, la Chine populaire a accordé à la Tanzanie et à la Zambie un prêt de plus de 2 milliards de F., sans intérêt et remboursable à partir de 1983.

PALESTINE :

Vendredi 4 juillet, un commando palestinien opérant dans les territoires occupés faisait sauter une bombe en plein Jérusalem. Les sionistes ont eu de lourdes pertes : 13 tués, des dizaines de blessés. Aussitôt après, les sionistes ont arrêté près de 300 Arabes originaires de Cisjordanie et de la partie orientale de Jérusalem, coupé les ponts sur le Jourdain, isolant la Cisjordanie. Pour faire face aux représailles, tous les camps palestiniens au Liban sont en état d'alerte.